

## TRADUCTION

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 98 — 548

[S - C - 98/35229]

**20 JANVIER 1998. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 31 juillet 1991 fixant les modalités d'organisation de l'accompagnement d'entreprises, tel que visé à l'article 14 du décret du 23 janvier 1991 concernant la formation et l'accompagnement des indépendants et des petites et moyennes entreprises**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 23 janvier 1991 concernant la formation et l'accompagnement des indépendants et des petites et moyennes entreprises, notamment les articles 3, 5°, 14 et 20;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 31 juillet 1991 fixant les modalités d'organisation de l'accompagnement d'entreprises, tel que visé à l'article 14 du décret du 23 janvier 1991 concernant la formation et l'accompagnement des indépendants et des petites et moyennes entreprises, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 décembre 1992, notamment l'article 4;

Vu l'avis du conseil d'administration du "Vlaams Instituut voor het Zelfstandig Ondernemen", rendu le 23 mai 1997;

Vu l'accord du Ministre flamand ayant le budget dans ses attributions, donné le 9 décembre 1997;

Vu l'urgence, motivée par le fait que l'arrêté doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1998. A cette date, l'arrêté du Gouvernement flamand du 9 décembre 1997 pris en exécution du décret du 31 mars 1993 relatif à l'octroi d'une aide financière par la Région flamande aux petites entreprises faisant appel à des conseillers d'entreprise extérieurs agréés, entre aussi en vigueur. Considérant que l'accompagnement professionnel de personnes mettant sur pied une activité indépendante peut se dérouler ainsi dans les meilleures conditions;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 23 décembre 1997, en exécution de l'article 84, premier alinéa, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Economie, des PME, de l'Agriculture et des Médias;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 4, § 7, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 31 juillet 1991 fixant les modalités d'organisation de l'accompagnement d'entreprises, tel que visé à l'article 14 du décret du 23 janvier 1991 concernant la formation et l'accompagnement des indépendants et des petites et moyennes entreprises, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 décembre 1992, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. § 7. Pour les candidats indépendants ou indépendants débutants et les candidats entrepreneurs ou entrepreneurs débutants de PME, il est prévu, pendant la période de démarrage couvrant cinq années d'activité au maximum, un crédit de 24 heures au maximum pour la prestation de services dans le cadre de l'accompagnement d'entreprises tel que défini à l'article 3, 5° et 7°. ».

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

**Art. 3.** Le Ministre flamand ayant la formation des classes moyennes et la formation agricole dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 janvier 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Economie, des PME, de l'Agriculture et des Médias,

E. VAN ROMPUY

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 549

[C - 98/29097]

**12 JANVIER 1998. — Arrêté du gouvernement de la Communauté française modifiant certaines dispositions relatives au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois des 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977 et 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal du 28 septembre 1984, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 26 juin 1992, 18 mai 1993 et 27 décembre 1993;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial,

moyen technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 15 juillet 1989, 22 juillet 1969, 31 juillet 1969, 22 avril 1971, 7 mars 1979, 1<sup>er</sup> août 1984, par les arrêtés de l'Exécutif des 2 octobre 1991, 24 août 1992, par le décret du 19 juillet 1993 et par les arrêtés du Gouvernement des 4 juillet 1994, 16 janvier 1995, 7 avril 1995 et 24 octobre 1996;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 22 mars 1971, 18 mars 1976, 4 avril 1980 et 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983, 1<sup>er</sup> septembre 1983, 1<sup>er</sup> août 1984 et 11 décembre 1987, par les arrêtés de l'Exécutif des 26 juillet 1989, 14 août 1991, 24 septembre 1991, 27 septembre 1991, 24 août 1992 et 17 février 1993 et par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993, 19 juillet 1993, 4 juillet 1994, 7 avril 1995, 9 janvier 1996, 30 avril 1996, 28 juin 1996, 24 octobre 1996, et par décret du 24 juin 1996;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, notamment l'article 12 modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992 et par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993, 16 janvier 1995, 9 janvier 1996 et 30 août 1996;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993;

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection, modifié par les arrêtés royaux des 19 mars 1970, 23 novembre 1970, par les arrêtés de l'Exécutif des 31 août 1992 et par les arrêtés du Gouvernement des 4 juillet 1994 et du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat modifié par les arrêtés de l'Exécutif des 9 novembre 1989, 20 novembre 1989 et par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993, 30 août 1996;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat, modifié par les arrêtés de l'Exécutif des 24 août 1992 et 31 août 1992, par les arrêtés du Gouvernement des 4 juillet 1994, 13 septembre 1994 et 16 janvier 1995;

Vu le protocole du 7 novembre 1997 du Comité de secteur IX;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 30 juillet 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 octobre 1997;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 7 novembre 1997 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 19 décembre 1997 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° des lois sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé et du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Modifications à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'intitulé de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, entre les mots « artistique » et « et supérieur non universitaire » sont ajoutés les mots « de promotion sociale ».

**Art. 2.** Dans l'arrêté du 2 octobre 1968 précité, est ajouté un article 5bis, libellé comme suit :

« Article 5bis. L'enseignement de promotion sociale est dispensé dans les établissements d'enseignement de promotion sociale.

L'enseignement de promotion sociale comporte cinq degrés d'enseignement : le degré secondaire inférieur, le degré secondaire supérieur, le degré supérieur de type court, le degré supérieur de type long et le degré supérieur technique du deuxième degré de régime 2.

Les cinq degrés d'enseignement peuvent être dispensés par un même établissement d'enseignement de promotion sociale. »

**Art. 3.** Dans l'arrêté du 2 octobre 1968 précité, est ajouté un article 6bis, libellé comme suit :

« Article 6bis. Les fonctions exercées dans l'enseignement de promotion sociale sont distinctes des fonctions exercées dans l'enseignement de plein exercice. »

**Art. 4.** Dans l'arrêté du 2 octobre 1968 précité, est ajouté un article *6ter*, libellé comme suit :

« Article *6ter*. Les fonctions que peuvent exercer les membres du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de promotion sociale sont, ci-après déterminées et classées en fonctions de recrutement, en fonctions de sélection et en fonctions de promotion :

1° Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale du degré inférieur, les fonctions de recrutement sont :

- a) professeur de cours généraux;
- b) professeur de cours spéciaux;
- c) professeur de cours techniques;
- d) professeur de pratique professionnelle;
- e) professeur de cours techniques et de pratique professionnelle.

2° Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale du degré supérieur, les fonctions de recrutement sont :

- a) professeur de cours généraux;
- b) professeur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie;
- c) professeur de cours spéciaux;
- d) professeur de cours techniques;
- e) professeur de pratique professionnelle;
- f) professeur de cours techniques et de pratique professionnelle.

3° Dans l'enseignement supérieur de type court de promotion sociale, les fonctions de recrutement sont :

- a) professeur de cours généraux;
- b) professeur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie;
- c) professeur de cours spéciaux;
- d) professeur de cours techniques;
- e) professeur de pratique professionnelle;
- f) professeur de cours techniques et de pratique professionnelle;
- g) professeur de philosophie.

4° Dans l'enseignement supérieur de type long de promotion sociale, les fonctions de recrutement sont :

- a) chargé de cours;
- b) assistant;
- c) professeur;
- d) chef de travaux;
- e) chef de bureau d'études.

5° Dans l'enseignement supérieur technique du deuxième degré de promotion sociale et de régime 2, les fonctions de recrutement sont :

- a) professeur de cours généraux;
- b) professeur de cours techniques;
- c) professeur de pratique professionnelle.

6° Dans l'enseignement de promotion sociale :

- a) la fonction de promotion est :
  - directeur;
- b) les fonctions de sélection sont :
  - chef d'atelier,
  - sous-directeur. »

**Art. 5.** Dans l'arrêté du 2 octobre 1968 précité, est ajouté un article *7bis*, libellé comme suit :

« Article *7bis*. Les fonctions que peuvent exercer les membres du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement de promotion sociale sont, ci-après, déterminées et classées en fonctions de recrutement et en fonctions de sélection :

1° Fonction de recrutement :

- a) surveillant-éducateur.

2° Fonctions de sélection :

- a) éducateur-économiste;
- b) secrétaire de direction. »

**Art. 6.** Dans l'arrêté du 2 octobre 1968 précité, est ajouté un article *10bis*, libellé comme suit :

« Article *10bis*. Les fonctions que peuvent exercer les membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française sont déterminées et classées comme suit :

1° Dans l'enseignement secondaire du degré inférieur :

- a) inspecteur de cours généraux;
- b) inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle.

2° Dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur :

- a) inspecteur de cours généraux;
- b) inspecteur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie;
- c) inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle. »

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

**Art. 7.** Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, entre les mots « technique » et « et artistique », sont insérés les mots, « de promotion sociale ».

**Art. 8.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, entre les mots « technique » et « et artistique », sont insérés les mots « de promotion sociale ».

**Art. 9.** Dans l'article 14<sup>ter</sup>, § 2, 2° de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, entre les mots « à titre définitif » et « désignés par le Ministre », sont ajoutés les mots « dans l'enseignement de plein exercice ».

**Art. 10.** Dans l'article 14<sup>quater</sup>, § 2, 2° de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, entre les mots « à titre définitif » et « au sein de la zone », sont ajoutés les mots « dans l'enseignement de plein exercice ».

**Art. 11.** Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, est ajouté un article 14<sup>quinquies</sup>, libellé comme suit :

« Article 14<sup>quinquies</sup>.

§ 1<sup>er</sup>. Pour l'ensemble des dix zones d'affectation visées à l'article 14<sup>bis</sup>, il est créé une commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale.

La commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale remet des avis au Ministre dans les cas visés à l'article 14<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

§ 2. La commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale est composée :

1° d'un président qui est le directeur général de la direction générale des personnels, des statuts, de l'organisation administrative et de l'enseignement spécial;

2° d'un vice-président qui est le fonctionnaire général ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions;

3° de quatre membres effectifs et de quatre membres suppléants désignés par le Ministre parmi les membres du personnel nommés dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française;

4° de quatre membres effectifs et de quatre membres suppléants désignés par les organisations syndicales.

Le Ministre désigne les membres de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale pour une durée de quatre ans. En cas de décès ou de démission en cours de mandat, le Ministre désigne un nouveau membre qui achève le mandat en cours.

§ 3. Les modalités de fonctionnement de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale sont fixées à l'article 14<sup>ter</sup>, § 3. »

**Art. 12.** Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, est ajouté un article 14<sup>sexies</sup>, libellé comme suit :

« Article 14<sup>sexies</sup>.

§ 1<sup>er</sup>. Dans chaque zone d'affectation prévue à l'article 14<sup>bis</sup>, il est créé une commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale.

La commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale remet des avis au Ministre dans les cas visés à l'article 14<sup>quater</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

§ 2. La commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale est composée :

1° d'un président, désigné par le Ministre;

2° de quatre membres effectifs et de quatre membres suppléants désignés par le Ministre parmi les membres du personnel affectés à titre définitif dans l'enseignement de promotion sociale au sein de la zone;

3° de quatre membres effectifs et de quatre membres suppléants désignés par les organisations syndicales.

A la majorité des deux tiers, la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale peut autoriser des membres suppléants à assister aux réunions avec voix consultative.

Le Ministre désigne les membres de chaque commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale pour une durée de quatre ans. En cas de décès ou de démission en cours de mandat le Ministre désigne un nouveau membre qui achève le mandat en cours.

§ 3. Les modalités de fonctionnement de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale sont fixées à l'article 14<sup>quater</sup>, § 3. »

**Art. 13.** Dans l'article 30 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, est ajouté un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Dans l'enseignement de promotion sociale, le nombre de jours visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> comprend au moins 450 jours prestés, en fonction principale, dans le courant des trois dernières années scolaires qui précèdent l'année de l'appel, dans la fonction considérée et dans un ou plusieurs établissements de la Communauté française. »

**Art. 14.** Dans l'article 39 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, est ajouté un point *e*), libellé comme suit :

« *e*) dans l'enseignement de promotion sociale, par dérogation aux points *b*) et *c*), le nombre de jours acquis en qualité de temporaire dans une fonction est de :

1° 300 jours si les services accomplis représentent au moins 50 % du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction;

2° 150 jours si les services accomplis représentent moins de 50 % du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction. »

**Art. 15.** Dans l'article 48 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup> : entre les mots « au président de la commission zonale d'affectation » et « dans le même délai », sont insérés les mots « ou, selon le cas, au président de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale »;

2° au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup> : entre les mots « au président de la commission interzonale d'affectation » et « dans le même délai », sont insérés les mots « ou, selon le cas, au président de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale ».

**Art. 16.** Dans l'article 80 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup> : entre les mots « au président de la commission zonale d'affectation » et « dans le même délai », sont insérés les mots « ou, selon le cas, au président de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale »;

2° au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup> : entre les mots « au président de la commission interzonale d'affectation » et « dans le même délai », sont insérés les mots « ou, selon le cas, au président de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale ».

**Art. 17.** Dans l'article 83 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, est ajouté un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, dans l'enseignement de promotion sociale, le membre du personnel peut exercer une fonction équivalente à au moins une demi charge dans ce type d'enseignement. »

**Art. 18.** Dans l'article 84 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, est ajouté un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Dans l'enseignement de promotion sociale, ne sont admissibles que les services effectifs rendus en fonction principale dans ce type d'enseignement. »

**Art. 19.** Dans l'article 85 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, est ajouté un point *g*), libellé comme suit :

« *g*) dans l'enseignement de promotion sociale, par dérogation aux points *a*), *b*) et *c*), les services effectifs rendus à titre de temporaire ou à un autre titre que celui de temporaire, dans une fonction interviennent pour une ancienneté égale à :

1° 360 jours si les services accomplis représentent au moins 50 % du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction;

2° 180 jours si les services accomplis représentent moins de 50 % du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction. »

**Art. 20.** Dans l'article 97 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, est ajouté un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, dans l'enseignement de promotion sociale, le membre du personnel directeur et enseignant peut exercer une fonction équivalente à au moins une demi charge en fonction principale dans ce type d'enseignement. »

**Art. 21.** Dans l'article 99 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, est ajouté un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Dans l'enseignement de promotion sociale, ne sont admissibles que les services effectifs rendus en fonction principale dans ce type d'enseignement. »

**Art. 22.** Dans l'article 100 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, les mots « et *f*) », sont remplacés par les mots « , *f*) et *g*) ».

**Art. 23.** Dans l'article 136 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « douze » est remplacé par le mot « quatorze »;

2° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété de la manière suivante :

« 13° le treizième comité examine les affaires concernant les membres du personnel directeur et enseignant et les membres du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale, titulaires d'une fonction de recrutement ou d'une fonction de sélection;

14° le quatorzième comité examine les affaires concernant les membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement de promotion sociale, titulaires d'une fonction de promotion. »

**CHAPITRE III. — Modification à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements**

**Art. 24.** Dans l'intitulé de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, entre les mots « artistique » et « et supérieur non universitaire », sont insérés les mots « de promotion sociale ».

CHAPITRE IV. — *Modification à l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements*

**Art. 25.** Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, entre le mot « artistique » et les mots « et normal » sont insérés les mots « , de promotion sociale ».

**Art. 26.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 22 avril 1969 précité, après les mots « de l'enseignement de l'Etat » sont insérés les mots « et de l'enseignement de promotion sociale ».

CHAPITRE V. — *Modification à l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection*

**Art. 27.** Dans l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection, est ajouté un article 1<sup>er bis</sup>, libellé comme suit :

« Article 1<sup>er bis</sup>. Pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection de la catégorie des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale, reprises au tableau de l'annexe n° 1 du présent arrêté, les membres du personnel doivent être titulaires, dans l'enseignement de promotion sociale, de l'une des fonctions de recrutement indiquées en regard de la fonction de sélection à conférer. »

CHAPITRE VI. — *Modifications à l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat*

**Art. 28.** Dans l'article 2, alinéa 4, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement, les mots « et d) » sont remplacés par les mots « , d) et e) ».

**Art. 29.** Dans l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, est ajouté un article 8bis, libellé comme suit :

« Article 8bis.

§ 1<sup>er</sup>. A partir du 1<sup>er</sup> mars 1998, les candidats à une désignation temporaire dans l'enseignement de plein exercice et dans l'enseignement de promotion sociale feront l'objet d'un classement spécifique.

A partir du 1<sup>er</sup> septembre 1998, les jours prestés dans l'enseignement de promotion sociale ne seront pris en compte que pour le classement des candidats établi pour ce type d'enseignement conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

A partir de cette même date, les jours prestés dans l'enseignement de plein exercice ne seront pris en compte que pour le classement des candidats établi pour ce type d'enseignement conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Dans l'enseignement de plein exercice et dans l'enseignement de promotion sociale, les candidats à une désignation temporaire conservent le bénéfice de leur classement établi à la date du 1<sup>er</sup> mars 1998. »

CHAPITRE VIII. — *Modification à l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat*

**Art. 30.** Dans l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignements de l'Etat, est ajouté un article 1<sup>er bis</sup>, libellé comme suit :

« Article 1<sup>er bis</sup>. Pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant de l'enseignement de promotion sociale reprises au tableau établi à l'annexe n° 1 du présent arrêté, les membres du personnel doivent être titulaires, dans l'enseignement de promotion sociale, de l'une des fonctions de recrutement ou de sélection indiquées en regard de la fonction et être porteur du titre indiqué en regard de la fonction. »

CHAPITRE IX. — *Des dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 84 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, sont également admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus, en fonction principale, dans la ou les fonctions visée(s) à l'article 83, 1° avant le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

§ 2. Par dérogation à l'article 99 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, sont également admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus, en fonction principale, dans la ou les fonctions visée(s) à l'article 97, 1° avant le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. A titre transitoire, par dérogation à l'article 83 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, dans l'enseignement de promotion sociale, les membres du personnel qui ne remplissent pas les conditions fixées et qui exercent, à titre temporaire et sans interruption depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1997, une fonction de sélection peuvent être nommés dans la fonction visée et ce, jusqu'au 30 juin 1999.

§ 2. A titre transitoire, par dérogation à l'article 97 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, dans l'enseignement de promotion sociale, les membres du personnel qui ne remplissent pas les conditions fixées et qui exercent, à titre temporaire et sans interruption depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1997, une fonction de promotion peuvent être nommés dans la fonction visée et ce, jusqu'au 30 juin 1999.

**Art. 33.** Sont abrogés les articles 6 à 15 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale.

**Art. 34.** L'annexe n° 1 du présent arrêté est annexée à l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection.

**Art. 35.** L'annexe n° 2 du présent arrêté est annexée à l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat.

**Art. 36.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

**Art. 37.** La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé et le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 janvier 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,  
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 549

[S - C - 98/29097]

**12 JANUARI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het administratief statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs van de Franse Gemeenschap, van de internaten die van die inrichtingen afhangen en van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten van 31 maart 1967, 6 juli 1970, 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, 18 februari 1977 en 2 juli 1981, bij het koninklijk besluit nr. 296 van 31 maart 1984, bij de wet van 31 juli 1984, bij het koninklijk besluit van 28 september 1984, bij het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 en bij de decreten van 26 juni 1992, 18 mei 1993 en 27 december 1993;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 juli 1989, 22 juli 1969, 31 juli 1969, 22 april 1971, 7 maart 1979, 1 augustus 1984, bij de besluiten van de Executieve van 2 oktober 1991, 24 augustus 1992, bij het decreet van 19 juli 1993 en bij de besluiten van de Regering van 4 juli 1994, 16 januari 1995, 7 april 1995 en 24 oktober 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 maart 1971, 18 maart 1976, 4 april 1980 en 27 mei 1981, bij het koninklijk besluit nr. 69 van 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten van 16 februari 1983, 1 september 1983, 1 augustus 1984 en 11 december 1987, bij de besluiten van de Executieve van 26 juli 1989, 14 augustus 1991, 24 september 1991, 27 september 1991, 24 augustus 1992 en 17 februari 1993 en bij de besluiten van de Regering van 10 juni 1993, 19 juli 1993, 4 juli 1994, 7 april 1995, 9 januari 1996, 30 april 1996, 28 juni 1996, 24 oktober 1996 en bij het decreet van 24 juni 1996;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, inzonderheid op artikel 12, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 24 augustus 1992 en bij de besluiten van de Regering van 10 juni 1993, 16 januari 1995, 9 januari 1996 en 30 augustus 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1969 tot vaststelling van de lichamelijke geschiktheid vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 maart 1970, 23 november 1970, bij de besluiten van de Executieve van 31 augustus 1992 en bij de besluiten van de Regering van 4 juli 1994 en 16 januari 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van 9 november 1989, 20 november 1989 en bij de besluiten van de Regering van 10 juni 1993 en 30 augustus 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van 24 augustus 1992 en 31 augustus 1992 en bij de besluiten van de Regering van 4 juli 1994, 13 september 1994 en 16 januari 1995;

Gelet op het protocol van 7 november 1997 van Sectorcomité IX;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 juli 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 2 oktober 1997;

Gelet op de door de Regering van de Franse Gemeenschap na de beraadslaging van 7 november 1997 getroffen beslissing betreffende de aanvraag om advies dat door de Raad van State binnen een termijn van één maand te verstrekken is;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 19 december 1997 bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie, en van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen**

**Artikel 1.** In het opschrift van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, worden de woorden « , onderwijs voor sociale promotie » ingevoegd tussen het woord « kunstonderwijs » en de woorden « en hoger onderwijs buiten de universiteit ».

**Art. 2.** In het voormelde besluit van 2 oktober 1968 wordt een artikel *5bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *5bis*. Onderwijs voor sociale promotie wordt verstrekt in de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie.

Het onderwijs voor sociale promotie wordt ingedeeld in vijf onderwijsgraden : de lagere secundaire graad, de hogere secundaire graad, de hogere graad van het korte type, de hogere graad van het lange type en de technische hogere graad van de tweede graad van het tweede stelsel.

De vijf onderwijsgraden kunnen worden verstrekt door één zelfde inrichting voor sociale promotie. »

**Art. 3.** In het voormelde besluit van 2 oktober 1968 wordt een artikel *6bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *6bis*. De ambten die in het onderwijs voor sociale promotie worden uitgeoefend zijn verschillend van de ambten die worden uitgeoefend in het onderwijs met volledig leerplan. »

**Art. 4.** In het voormelde besluit van 2 oktober 1968 wordt een artikel *6ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *6ter*. De ambten die de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie mogen uitoefenen, worden hierna vastgesteld en gerangschikt in wervingsambten, selectieambten en bevorderingsambten :

1° In het secundair onderwijs voor sociale promotie van de lagere graad, zijn de wervingsambten :

- a) leraar algemene vakken;
- b) leraar bijzondere vakken;
- c) leraar technische vakken;
- d) praktijkleraar;
- e) leraar technische vakken en beroepspraktijk.

2° In het secundair onderwijs voor sociale promotie van de hogere graad, zijn de wervingsambten :

- a) leraar algemene vakken;
- b) leraar psychologie, opvoedkunde en methodiek;
- c) leraar bijzondere vakken;
- d) leraar technische vakken;
- e) praktijkleraar;
- f) leraar technische vakken en beroepspraktijk.

3° In het hoger onderwijs van het korte type voor sociale promotie, zijn de wervingsambten :

- a) leraar algemene vakken;
- b) leraar psychologie, opvoedkunde en methodiek;
- c) leraar bijzondere vakken;
- d) leraar technische vakken;
- e) praktijkleraar;
- f) leraar technische vakken en beroepspraktijk;
- g) leraar wijsbegeerte.

4° In het hoger onderwijs van het lange type voor sociale promotie, zijn de wervingsambten :

- a) docent;
- b) assistent;
- c) hoogleraar;
- d) werkleider;
- e) hoofd van een studiebureau.



5° In het technisch hoger onderwijs van de tweede graad voor sociale promotie en van het tweede stelsel, zijn de wervingsambten :

- a) leraar algemene vakken;
- b) leraar technische vakken;
- c) praktijkleraar.

6° In het onderwijs voor sociale promotie :

- a) is het bevorderingsambt :
  - directeur;
- b) zijn de selectieambten :
  - werkmeester,
  - onderdirecteur. »

**Art. 5.** In het voormelde besluit van 2 oktober 1968 wordt een artikel *7bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *7bis*. De ambten die de leden van het opvoedend hulppersoneel van de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie mogen uitoefenen, worden hierna vastgesteld en gerangschikt in wervingsambten en selectieambten :

- 1° Wervingsambt :
  - a) studiemeester-opvoeder.
- 2° Selectieambt :
  - a) opvoeder-huismeester;
  - b) directiesecretaris ».

**Art. 6.** In het voormelde besluit van 2 oktober 1968 wordt een artikel *10bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *10bis*. De ambten die de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap mogen uitoefenen, worden vastgesteld en gerangschikt als volgt :

- 1° In het secundair onderwijs van de lagere graad :
  - a) inspecteur algemene vakken;
  - b) inspecteur technische vakken en beroepspraktijk.
- 2° In het secundair onderwijs van de hogere graad en in het hoger onderwijs :
  - a) inspecteur algemene vakken;
  - b) inspecteur psychologie, opvoedkunde en methodiek;
  - c) inspecteur technische vakken en beroepspraktijk. »

**HOOFDSTUK II. — Wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen**

**Art. 7.** In het opschrift van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, na het woord « normaalonderwijs », worden de woorden « , en onderwijs voor sociale promotie » ingevoegd.

**Art. 8.** . In artikel 1, lid 1 van het voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969, worden, na het woord « normaalonderwijs », de woorden « , en onderwijs voor sociale promotie » ingevoegd.

**Art. 9.** In artikel *14ter*, § 2, 2° van het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969, tussen de woorden « in vast verband benoemd zijn » en de woorden « en door de Minister worden aangewezen », worden de woorden « in het onderwijs met volledig leerplan » ingevoegd.

**Art. 10.** In artikel *14quater*, § 2, 2°, van het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969, tussen de woorden « in vast verband benoemd zijn » en de woorden « binnen de zone », worden de woorden « in het onderwijs met volledig leerplan » ingevoegd.

**Art. 11.** In het voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969 wordt een artikel *14quinquies*, luidend als volgt, ingevoegd :

« Art. *14quinquies*.

§ 1. Voor het geheel van de tien aanstellingszones bedoeld bij artikel *14bis*, wordt een interzonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie opgericht.

De interzonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie brengt adviezen uit aan de Minister in de gevallen bedoeld in artikel *14ter*, § 1, lid 2.

§ 2. De interzonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie wordt samengesteld uit :

1° een voorzitter, die de directeur-generaal is van de Algemene Directie personeel, statuten, administratieve organisatie en buitengewoon onderwijs;

2° een ondervoorzitter, die de ambtenaar-generaal is tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort;

3° vier werkende leden en vier plaatsvervangende leden aangewezen door de Minister onder de vastbenoemde personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap;

4° vier werkende leden en vier plaatsvervangende leden aangewezen door de vakorganisaties.

De Minister stelt de leden van de interzonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie aan voor een duur van vier jaar. In geval van overlijden of van ontslag tijdens het mandaat, stelt de Minister een nieuw lid aan, dat het lopend mandaat voleindigt.

§ 3. De nadere regels voor de werking van de interzonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie worden in artikel 14ter, § 3, bepaald. »

**Art. 12.** In het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969 wordt een artikel 14sexies, luidend als volgt, ingevoegd :

« Art. 14sexies.

§ 1. In iedere aanstellingszone bedoeld bij artikel 14bis, wordt een zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie opgericht.

De zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie brengt adviezen uit aan de Minister in de gevallen bedoeld in artikel 14quater, § 1, lid 2.

§ 2. De zonale aanstellingscommissie wordt samengesteld uit :

1° een voorzitter, aangesteld door de Minister;

2° vier werkende leden en vier plaatsvervangende leden aangewezen door de Minister onder de personeelsleden die definitief aangesteld zijn voor het onderwijs voor sociale promotie binnen de zone;

3° vier werkende leden en vier plaatsvervangende leden aangewezen door de vakorganisaties.

Met een tweederde meerderheid kan de zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie plaatsvervangende leden machtigen de vergaderingen met raadgevende stem bij te wonen.

De Minister stelt de leden van elke zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie aan voor een duur van vier jaar. In geval van overlijden of ontslag tijdens het mandaat, stelt de Minister een nieuw lid aan, dat het lopende mandaat voleindigt.

§ 3. De nadere regels voor de werking van de zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie worden in artikel 14quater, § 3, bepaald. »

**Art. 13.** In artikel 30 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969, wordt een nieuw lid, luidend als volgt, ingevoegd :

« In het onderwijs voor sociale promotie bedraagt het aantal dagen bedoeld in lid 1 minstens 450 gepresteerde dagen, als hoofdamt, tijdens de laatste drie schooljaren die voorafgaan aan het jaar van de oproep, in het in aanmerking genomen ambt en in één of meerdere inrichtingen van de Franse Gemeenschap. »

**Art. 14.** In artikel 39 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969, wordt een punt e), luidend als volgt, ingevoegd :

« e) bestaat in het onderwijs voor sociale promotie, in afwijking van de punten b) en c), het aantal dagen gepresteerd als tijdelijk personeelslid in een ambt uit :

1° 300 dagen, indien de verrichte diensten minstens 50 % vertegenwoordigen van het aantal lestijden die nodig zijn per jaar om tot een volledige opdracht in dit ambt te komen;

2° 150 dagen, indien de verrichte diensten minstens 50 % vertegenwoordigen van het aantal lestijden die nodig zijn per jaar om tot een volledige opdracht in dit ambt te komen. »

**Art. 15.** In artikel 48 van het voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, lid 1 : tussen de woorden « aan de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie » en de woorden « binnen dezelfde termijn », worden de volgende woorden ingevoegd : « of, naargelang van het geval, aan de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie »;

2° in paragraaf 3, lid 1, tussen de woorden « aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie » en de woorden « binnen dezelfde termijn », worden de volgende woorden ingevoegd : « of, naargelang van het geval, aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie ».

**Art. 16.** In artikel 80 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, lid 1, tussen de woorden « aan de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie » en de woorden « binnen dezelfde termijn », worden de volgende woorden ingevoegd : « of, naargelang van het geval, aan de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie »;

2° in paragraaf 3, lid 1, tussen de woorden « aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie » en de woorden « binnen dezelfde termijn », worden de volgende woorden ingevoegd : « of, naargelang van het geval, aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie ».

**Art. 17.** In artikel 83 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969, wordt een nieuw lid, luidend als volgt, ingevoegd :

« In afwijking van lid 1, 2°, in het onderwijs voor sociale promotie, mag het personeelslid een ambt uitoefenen dat gelijkwaardig is met minstens een halve opdracht in dit type onderwijs. »

**Art. 18.** In artikel 84 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969, wordt een nieuw lid, luidend als volgt, ingevoegd :

« In het onderwijs voor sociale promotie, worden enkel in aanmerking genomen de werkelijke diensten gepresteerd als hoofdamt in dit type onderwijs. »

**Art. 19.** In artikel 85 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969, wordt een punt *g*), luidend als volgt, ingevoegd :

« *g*) tellen, in het onderwijs voor sociale promotie, in afwijking van de punten *a*), *b*) en *c*), de werkelijke diensten gepresteerd als tijdelijk personeelslid of anders dan tijdelijk personeelslid, in een ambt, voor een anciënniteit gelijk aan :

1° 360 dagen, indien de verrichte diensten minstens 50 % vertegenwoordigen van het aantal lestijden die nodig zijn per jaar om tot een volledige opdracht in dit ambt te komen;

2° 180 dagen, indien de verrichte diensten minstens 50 % vertegenwoordigen van het aantal lestijden die nodig zijn per jaar om tot een volledige opdracht in dit ambt te komen. »

**Art. 20.** In artikel 97 van het voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van lid 1, 2°, in het onderwijs voor sociale promotie, mag het lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel een ambt uitoefenen dat gelijkwaardig is met minstens een halve opdracht als hoofdambt in dit type onderwijs. »

**Art. 21.** In artikel 99 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969, wordt een nieuw lid, luidend als volgt, ingevoegd :

« In het onderwijs voor sociale promotie, worden enkel in aanmerking genomen de werkelijke diensten gepresteerd als hoofdambt in dit type onderwijs. »

**Art. 22.** In artikel 100 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969, worden de woorden « en *f* » vervangen door de woorden « *f*) en *g*) ».

**Art. 23.** In artikel 136 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, wordt het woord « twaalf » door het woord « veertien » vervangen,

2° lid 1 wordt als volgt aangevuld :

« 13° De dertiende commissie onderzoekt de zaken betreffende de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en de leden van het opvoedend hulppersoneel van het onderwijs voor sociale promotie, die titularis zijn van een wervingsambt of een selectieambt;

14° De veertiende commissie onderzoekt de zaken betreffende de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het onderwijs voor sociale promotie, die titularis zijn van een bevorderingsambt. »

**HOOFDSTUK III. — Wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen**

**Art. 24.** In het opschrift van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, worden de woorden « en hoger onderwijs voor sociale promotie » ingevoegd na de woorden « niet-universitair hoger onderwijs ».

**HOOFDSTUK IV. — Wijziging van het koninklijk besluit van 22 april 1969 tot vaststelling van de lichamelijke geschiktheid vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen**

**Art. 25.** In het opschrift van het koninklijk besluit tot vaststelling van de lichamelijke geschiktheid vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, worden de woorden « onderwijs voor sociale promotie » ingevoegd tussen de woorden « kunstonderwijs » en « normaalonderwijs ».

**Art. 26.** In artikel 1 van het voormelde koninklijk besluit van 22 april 1969 worden de woorden « en van het onderwijs voor sociale promotie » ingevoegd na het woord « rijksonderwijs ».

**HOOFDSTUK V. — Wijziging van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd**

**Art. 27.** In het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd, wordt een artikel *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *1bis*. Om in de in de tabel van bijlage 1 bij dit besluit vermelde selectieambten van de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel en opvoedend hulppersoneel van het onderwijs voor sociale promotie benoemd te kunnen worden, moeten de personeelsleden, in het onderwijs voor sociale promotie, titularis zijn van één van de wervingsambten vermeld tegenover het te begeven selectieambt. »

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs*

**Art. 28.** In artikel 2, lid 4, van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs worden de woorden « en d) » vervangen door de woorden « , d) en e) ».

**Art. 29.** In het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969 wordt een artikel *8bis* ingevoegd, luidend als volgt :  
« Artikel *8bis*.

§ 1. Vanaf 1 maart 1998 zullen de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het onderwijs met volledig leerplan en in het onderwijs voor sociale promotie in een specifieke rangschikking worden opgenomen.

Vanaf 1 september 1998 zullen de in het onderwijs voor sociale promotie gepresteerde dagen alleen in aanmerking worden genomen voor de rangschikking van de kandidaten die opgemaakt is voor dit type onderwijs overeenkomstig lid 1.

Vanaf dezelfde datum zullen de in het onderwijs met volledig leerplan gepresteerde dagen alleen in aanmerking worden genomen voor de rangschikking van de kandidaten die opgemaakt is voor dit type onderwijs overeenkomstig lid 1.

§ 2. In het onderwijs met volledig leerplan en in het onderwijs voor sociale promotie, behouden de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling het voordeel van hun rangschikking opgemaakt op de datum van 1 maart 1998. »

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen*

**Art. 30.** In het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen wordt een artikel *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *1bis*. Om in de bevorderingsambten van de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel van het onderwijs voor sociale promotie, vermeld in de tabel opgemaakt in bijlage 1 bij dit besluit, benoemd te kunnen worden, moeten de personeelsleden, in het onderwijs voor sociale promotie, titularis zijn van één van de wervings- of selectieambten vermeld tegenover het te begeven ambt en moeten zij houder zijn van het bekwaamheidsbewijs dat naast hetzelfde ambt is aangeduid. ».

HOOFDSTUK IX. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 31.** § 1. In afwijking van artikel 84 van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, kunnen eveneens in aanmerking worden genomen, de werkelijke diensten die het personeelslid als hoofdamt vóór 1 januari 1998 heeft gepresteerd in het ambt of de ambten bedoeld bij artikel 83, 1°.

§ 2. In afwijking van artikel 99 van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, kunnen eveneens in aanmerking worden genomen, de werkelijke diensten die het personeelslid als hoofdamt vóór 1 januari 1998 heeft gepresteerd in het ambt of de ambten bedoeld bij artikel 97, 1°.

**Art. 32.** § 1. Bij wijze van overgangsmaatregel kunnen, in afwijking van artikel 83 van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, in het onderwijs voor sociale promotie, de personeelsleden die niet voldoen aan de gestelde voorwaarden en die, tijdelijk en zonder onderbreking sedert 1 november 1997, een selectieambt uitoefenen, worden benoemd in het bedoelde ambt, tot 30 juni 1999.

§ 2. Bij wijze van overgangsmaatregel kunnen, in afwijking van artikel 97 van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, in het onderwijs voor sociale promotie, de personeelsleden die niet voldoen aan de gestelde voorwaarden en die, tijdelijk en zonder onderbreking sedert 1 november 1997, een bevorderingsambt uitoefenen, worden benoemd in het bedoelde ambt, tot 30 juni 1999.

**Art. 33.** De artikelen 6 tot 15 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie.

**Art. 34.** De bijlage nr. 1 bij dit besluit wordt gevoegd bij het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulp personeel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd.

**Art. 35.** De bijlage nr. 2 van dit besluit wordt gevoegd bij het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen.

**Art. 36.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1998.

**Art. 37.** De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie, en de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken, zijn, ieder wat haar en hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 januari 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd,  
Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE